

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2025-07-16-00002

**prescrivant une étude de l'impact environnemental et de stabilité de la piste reliant
le village de Sost à la carrière de marbre blanc exploitée par la société OMYA
sur la commune de SOST**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement ;

VU le code de la voirie routière, notamment ses articles L.131-8 et L.141-9 ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON, préfet des Hautes-Pyrénées ;

VU l'arrêté ministériel n° ENVP9430348A du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-310-1 du 6 novembre 2003 portant l'autorisation d'exploiter une carrière de marbre et une installation de traitement des matériaux à la société « ONYX ET MARBRES GRANULES » aux lieux-dits « Montlas Coumarin » et « Malets » sur la commune de Sost ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2004-345-2 du 10 décembre 2004 portant modification des articles 4, 7, 26, 27 et 28.2 de l'arrêté préfectoral n° 2003-310-1 du 6 novembre 2003 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2018-10-18-003 du 18 octobre 2018 modifiant les arrêtés préfectoraux n° 2003-310-1 du 6 novembre 2003 et n° 2004-345-2 du 10 décembre 2004, et portant changement d'exploitant, au profit de la société OMYA, de l'autorisation d'exploiter une carrière de marbre et une installation de traitement des matériaux aux lieux-dits « Montlas Coumarin » et « Malets » sur la commune de Sost ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2019-10-22-002 du 22 octobre 2019 portant modification des arrêtés préfectoraux n° 2003-310-1 du 6 novembre 2003 et n° 2004-345-2 du 10 décembre 2004, susvisé ;

VU le rapport de l'Inspection des installations classées du 10 juin 2025, établi à la suite du signalement, par la commune de Sost à la sous-préfecture de Bagnères-de-Bigorre, de nuisances occasionnées par l'exploitation de la carrière de marbre susvisée ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception du 26 juin 2025, pour observations éventuelles ;

VU les observations présentées par l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral en date du 1^{er} juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que le transfert des matériaux d'exploitation de la carrière ne peut être réalisé que par véhicules lourds empruntant la piste de liaison entre la carrière et le village de Sost ;

CONSIDÉRANT que l'usage de cet accès est quasi exclusivement réservé au transfert des matériaux extraits de la carrière et qu'en conséquence l'exploitant est tenu d'en assurer l'entretien ;

CONSIDÉRANT que l'usage de cette piste est à l'origine de nuisances occasionnées aux riverains et d'impacts environnementaux par le soulèvement de poussières et l'entraînement de matériaux, utilisés pour son entretien, dans le lit mineur du ruisseau « Le Hourc » sur la commune de Sost ;

CONSIDÉRANT que l'efficacité des mesures actuelles prises par l'exploitant, consistant à éviter ou réduire les nuisances, n'est pas établie ;

CONSIDÉRANT que le ruisseau « le Hourc » fait partie d'une zone naturelle « ZNIEFF 730012181 – L'Ourse de Sost et ses affluents » et que les impacts sont susceptibles d'affecter les espèces ou les habitats présents dans cette zone naturelle ;

CONSIDÉRANT que les conséquences des désordres occasionnés par l'usage et l'entretien de la piste sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment en termes de pollution des milieux et de nuisances au tiers, et qu'il convient d'y remédier ;

Sur proposition de M. le responsable de l'unité interdépartementale des Hautes-Pyrénées et du Gers (UID 65/32) de la DREAL Occitanie ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet de l'étude

La société OMYA, dont le siège social est situé 6 rue Pierre Semard à OMEY (51240), SIRET n° 56207267800179, doit procéder, ou faire procéder, à une étude d'impact environnemental et de stabilité, de la piste d'accès à la carrière de marbre blanc exploitée sur la commune de Sost.

L'étude, sur l'ensemble du linéaire, consistera à :

- déterminer les modalités de gestion des eaux de ruissellement de la piste afin de maîtriser les risques d'entraînement de matériaux utilisés en remblais vers le ruisseau « Le Hourc » et s'assurer que les eaux rejetées soient rendues compatibles avec le milieu receveur en quantité et en qualité au regard de son classement en zone naturelle (ZNIEFF 730012181 – L'Ourse de Sost et ses affluents) ;
- garantir la stabilité géotechnique de la piste afin d'en réduire les opérations d'entretien ;
- maîtriser les émissions de poussières (choix du revêtement, conditions d'usage, mesures de gestion...) notamment à proximité des riverains impactés ;
- proposer les différentes options, les actions à mener et leurs délais ;

Le rapport d'étude proposera des dispositions particulières permettant de maintenir l'usage de la voie d'accès en toute sécurité.

Le périmètre de l'étude correspond à l'emprise de la piste et de ses abords sur l'ensemble de son linéaire depuis le village jusqu'à la carrière de marbre blanc sur la commune de Sost.

Article 2 : Délai et échéancier des travaux

La société OMYA est tenue de transmettre au préfet des Hautes Pyrénées, dans un **délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, le résultat de l'étude prescrite à l'article 1^{er} de cet arrêté.

Cette transmission sera accompagnée d'un échéancier de travaux soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées, dans l'objectif de mettre en place les mesures les plus efficaces avant la campagne d'exploitation de la carrière de 2026.

Article 3 : Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application de sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Information des tiers

- Une copie du présent arrêté est transmise à la mairie de Sost et peut y être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Sost pendant une durée minimum d'un mois ;
- Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire de la commune de Sost et envoyé à la préfecture des Hautes-Pyrénées – DCPAT - Bureau environnement ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois ;

Article 5 : Exécution

- M. le préfet des Hautes-Pyrénées,
- M. le directeur de la DREAL Occitanie,
- Mme la maire de la commune de Sost

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hautes-Pyrénées et dont une copie sera également adressée :

pour notification à M. le responsable du site OMYA de Sost,

pour information à Mme la sous-préfète de Bagnères-de-Bigorre.

Fait à Tarbes, le **16 JUIL. 2025**


Jean SALOMON

Délai et voie de recours

Conformément à l'article R. 181-17 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique Télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R.181-50 du même code :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-50 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.